



CONSEIL AUX COLLECTIVITÉS
ORGANISATION DES CONCOURS
GESTION DES CARRIÈRES

Centre de Gestion
de la Fonction Publique Territoriale du Nord
14 rue Jeanne Maillotte
B.P. 1222
59013 Lille Cedex

Mercredi 15 mars 2006

Concours de Rédacteur Territorial 2006 Candidats internes - Spécialité Administration Générale

Epreuve écrite d'admissibilité

UNE NOTE ADMINISTRATIVE sur le domaine suivant : LE DROIT CIVIL EN RELATION AVEC LES MISSIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Durée 3 heures - Coefficient 4

Attention : Tout intercalaire doit rester anonyme.

Vous êtes rédacteur au sein des services juridiques de la commune de X...., située en milieu rural.

Le Directeur Général des Services, interpellé par le Maire, doit préparer une prochaine séance du conseil municipal au cours de laquelle sera approuvée la passation de baux ruraux (renouvellement et nouveaux contrats). Le conseil municipal a d'ores et déjà envisagé d'augmenter les redevances des anciens contrats venant à échéance, et souhaiterait une durée plus courte pour les nouveaux baux. Cependant, les preneurs ont exprimé collectivement leur désaccord avec cette nouvelle orientation de la politique municipale.

Dans cette perspective, il vous remet ce dossier et vous demande de lui rédiger une note qui après avoir présenté les caractéristiques essentielles des baux ruraux passés par les communes, fera ressortir les risques éventuels encourus par la commune et les juridictions devant lesquelles elle serait amenée à comparaître.

<u>Document n°1</u>	Extraits du Code Rural (1 page)
<u>Document n°2</u>	"La gestion des baux ruraux par les communes", La gazette des communes n°1445, du 16 mars 1998 (11 pages) *
<u>Document n°3</u>	"C'est au conseil municipal qu'il revient d'approuver la passation des baux sur les terrains communaux", Jurisclasseur, La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales, n°3, 16 janvier 2006 (5 pages)
<u>Document n°4</u>	Extraits du Code Général des Collectivités Territoriales (1 page)
<u>Document n°5</u>	"Le contentieux des actes relatifs à la gestion du domaine privé", Jurisclasseur, Droit Administratif n°2, février 2006 (2 pages)
<u>Document n°6</u>	Conseil d'Etat, 27 février 1995, Chapelle et autres (2 pages)

* Les modifications apportées aux articles du code rural postérieurement à 1998, notamment par la loi d'orientation agricole n° 99-574 du 9 juillet 1999 (essentiellement dans ses art 9 à 18) et celle n° 2006-11 du 5 janvier 2006 (art 3, 4, 6 et 76) n'ont pas été prises en compte dans ce dossier, car n'amendant pas de manière substantielle le contenu de l'analyse développée dans le document 2. Cependant, les articles extraits du Code rural fournis dans le document 1 intègrent ces apports particuliers, mais sans incidence sur le traitement du dossier.

Ce dossier comprend 22 pages non compris la page d'entête